



Une dynamique de l'emploi au ralenti

Dans un contexte où l'activité économique française est au ralenti, l'emploi salarié dans les Pays de la Loire progresse timidement au deuxième trimestre 2018 : + 0,1 %, après + 0,3 % au trimestre précédent. Tous les secteurs ralentissent, seul l'intérim baisse. Dans la construction, les permis de construire sont en recul et le nombre de logements commencés est en légère hausse. Toutefois, le taux de chômage diminue légèrement (- 0,1 point), pour s'établir à 7,4 % de la population active. Comme au trimestre précédent, la fréquentation hôtelière est dynamique avec une hausse de fréquentation de la clientèle française comme de la clientèle étrangère. Les créations d'entreprises sont en hausse avec une nette accélération des immatriculations de micro-entrepreneurs. Une croissance de 0,5 % est attendue au troisième trimestre 2018 en France.

David Amonou, Guillaume Coutard, Isabelle Delhomme, Insee

Rédaction achevée le 1^{er} octobre 2018

L'emploi salarié au ralenti au deuxième trimestre 2018

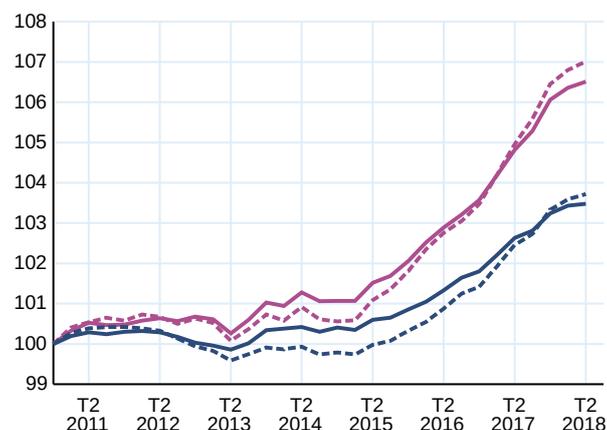
Au deuxième trimestre 2018, dans les Pays de la Loire, l'emploi salarié poursuit son ralentissement (+ 0,1 %, soit + 2 060 emplois). En France, l'emploi salarié est stable. En Loire-Atlantique, l'évolution de l'emploi suit la tendance régionale (+ 0,3 % après + 0,5 % et + 0,7 % au 1^{er} trimestre 2018 et au 4^e trimestre 2017). Dans la Sarthe et en Vendée, la progression est plus faible (+ 0,1 %). En Mayenne, après un premier trimestre en baisse, l'emploi se stabilise au second. En Maine-et-Loire, l'emploi se replie légèrement (- 0,1 %). Sur un an, l'emploi salarié s'accroît de 1,6 % dans la région, soit le double de la progression en France. Il s'agit de la deuxième plus forte progression des régions françaises après la Corse. Par département, les évolutions sont positives mais d'ampleur inégale : Loire-Atlantique (+ 2,3 %), Vendée (+ 1,8 %), Maine-et-Loire (+ 1,1 %), Sarthe (+ 0,8 %) et Mayenne (+ 0,7 %).

Dans les Pays de la Loire, l'emploi salarié privé est en légère hausse ce trimestre (+ 0,2 %) alors que l'emploi salarié public recule légèrement (- 0,1 %). En France, les tendances sont les mêmes avec une augmentation de 0,1 % pour l'emploi salarié privé et une baisse de 0,2 % pour l'emploi salarié public. Sur un an, l'emploi privé augmente nettement dans la région (+ 2,0 %, contre + 1,2 % en France) et l'emploi public est en légère hausse (+ 0,3 % contre - 0,5 % en France).

1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié Total - Pays de la Loire
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Pays de la Loire
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

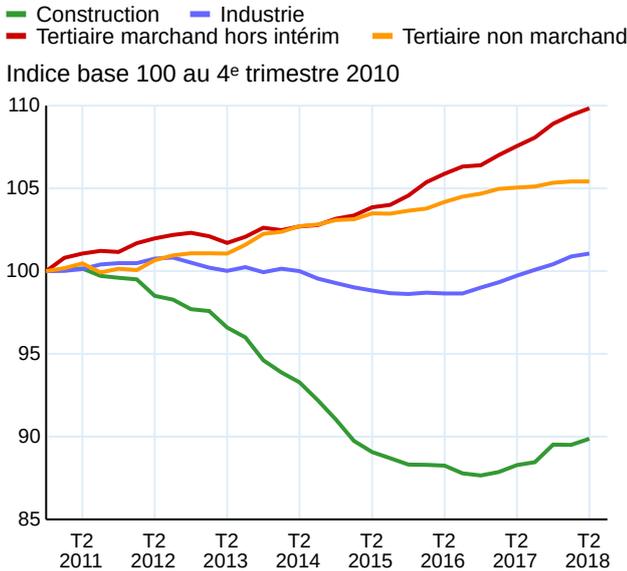


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur dans les Pays de la Loire



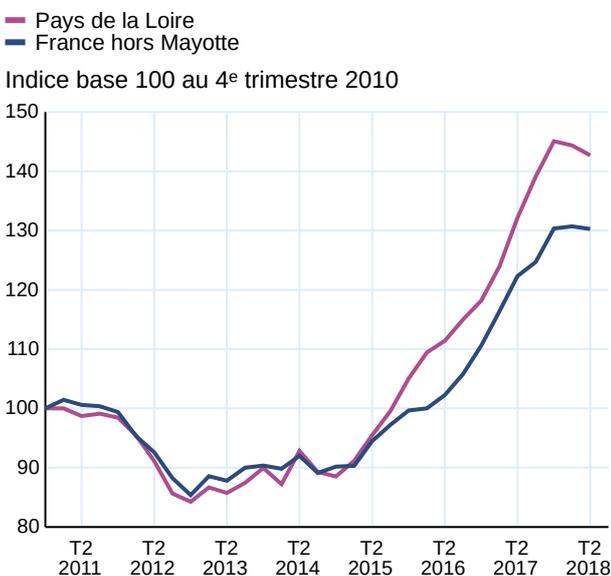
Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Le tertiaire marchand ralentit, l'intérim baisse

Hors intérim, la progression des effectifs du tertiaire marchand poursuit son ralentissement (+ 0,4 %, + 2 220 emplois), après + 0,5 % au trimestre précédent. En France, la tendance est similaire (+ 0,2 % après + 0,3 %). La Vendée affiche la plus forte hausse (+ 0,7 %), suivie de la Loire-Atlantique et de la Sarthe (respectivement + 0,5 % et + 0,2 %). En Maine-et-Loire, les effectifs du tertiaire marchand hors intérim sont quasi stables (+ 0,1 %) tandis qu'ils poursuivent leur baisse en Mayenne (- 0,2 %).

Le secteur du transport et de l'entreposage a la plus forte croissance (+ 1,0 %, + 740 emplois), devant ceux de l'hébergement-restauration (+ 0,9 %, + 420 emplois) et de l'information-communication (+ 0,9 %, + 310 emplois). Dans le commerce, la création nette d'emploi dans la région est en hausse (+ 0,6 %, + 1 080 emplois). Sur un an, elle s'accroît de 2,2 % contre 0,8 % en France.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Avertissement : Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE), publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. **Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).** Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept. De légères différences peuvent aussi exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux). Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

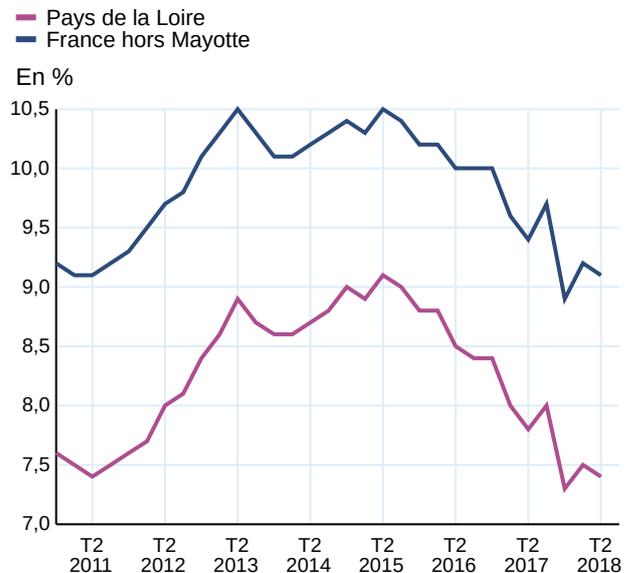
Le nombre d'intérimaires, comptabilisés dans le secteur tertiaire quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission, baisse dans la région (- 1,2 %, - 770 emplois), comme au trimestre précédent (le chiffre a été révisé à - 0,5 %). En France, la baisse est plus faible (- 0,4 %). L'intérim baisse dans tous les départements sauf dans la Sarthe où l'augmentation est de 3,7 %. Sur un an, la croissance de l'emploi intérimaire est forte dans la région (+ 8,0 %), comme en France (+ 6,5 %).

L'industrie ralentit, la construction augmente légèrement

L'emploi industriel régional ralentit son rythme de croissance : il progresse pour le 7^e trimestre consécutif (+ 0,2 %, + 420 emplois). En France, il diminue légèrement (- 0,1 %). L'emploi industriel progresse légèrement en Loire-Atlantique (+ 0,4 %), en Vendée (+ 0,3 %) et en Mayenne (+ 0,1 %). Il est stable en Maine-et-Loire et dans la Sarthe. Sur un an, les effectifs progressent de 1,3 % dans la région et de 0,2 % en France. Le secteur des matériels de transport a la plus forte croissance (+ 1,0 %, + 290 emplois), devant les biens d'équipement (+ 0,5 %, + 160 emplois) et les autres produits industriels (+ 0,2 %, + 220 emplois). Les effectifs de l'industrie agroalimentaire baissent (- 0,4 %, - 220 emplois).

Après un début d'année stable, l'emploi dans la construction s'accroît légèrement comme en France (+ 0,4 %). L'emploi augmente de 0,8 % en Loire-Atlantique et en Vendée, et de 0,3 % en Maine-et-Loire. Il est stable en Mayenne mais recule dans la Sarthe (- 0,9 %). Sur un an, l'emploi progresse dans la région (+ 1,8 %) et en France (+ 1,9 %).

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Taux de chômage en légère baisse

Au deuxième trimestre 2018, le taux de chômage baisse de 0,1 point dans les Pays de la Loire et s'établit à 7,4 % de la population active,

après une augmentation au trimestre précédent (+ 0,2 point). Le taux de chômage de la France baisse dans les mêmes proportions pour s'établir à 9,1 %. La région affiche toujours le plus faible taux des régions françaises devant la Bretagne (7,5 %). Il baisse de 0,2 point en Vendée et de 0,1 point en Loire-Atlantique, en Maine-et-Loire et dans la Sarthe. Il est stable en Mayenne. Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,4 point. En France, il baisse de 0,3 point. En Maine-et-Loire et dans la Sarthe, le taux de chômage baisse de 0,5 point sur un an. Dans les autres départements, la baisse est similaire à celle de la région.

Sur un an, le taux de chômage diminue dans toutes les zones d'emploi. Il recule le plus fortement dans les zones d'emploi de la Ferté-Bernard et de Fontenay-le-Comte (- 0,7 point, pour s'établir respectivement à 7,0 % et 7,8 %). Les zones d'emploi d'Ancenis et des Herbiers affichent les plus faibles taux de chômage (respectivement 5,2 % et 4,4 %). La zone d'emploi des Herbiers est celle ayant le plus faible taux de chômage des zones d'emploi françaises, Ancenis étant la septième. Les zones d'emploi d'Angers et de Saumur affichent les taux de chômage les plus importants de la région, respectivement 9,0 % et 9,3 % au deuxième trimestre 2018.

Recul des permis de construire, ralentissement des mises en chantier

Fin juin 2018, le nombre de logements autorisés à la construction est en baisse de 2,3 % par rapport au trimestre précédent. Il passe de 30 600 à 29 900 logements autorisés en cumul sur un an. Les autorisations reculent dans une moindre mesure en France (- 1,6 %). Elles sont en baisse dans la Sarthe (- 5,2 %), en Loire-Atlantique (- 3,6 %) et en Maine-et-Loire (- 1,8 %). Le nombre de permis autorisés diminue pour les logements individuels (- 4,1 %) tandis qu'il croît très légèrement pour le parc collectif et en résidence (+ 0,7 %). Sur un an, le nombre de logements autorisés s'accroît de 1,4 % dans les Pays de la Loire tandis qu'il diminue de 1,2 % au niveau national.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

— Pays de la Loire
— France hors Mayotte

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

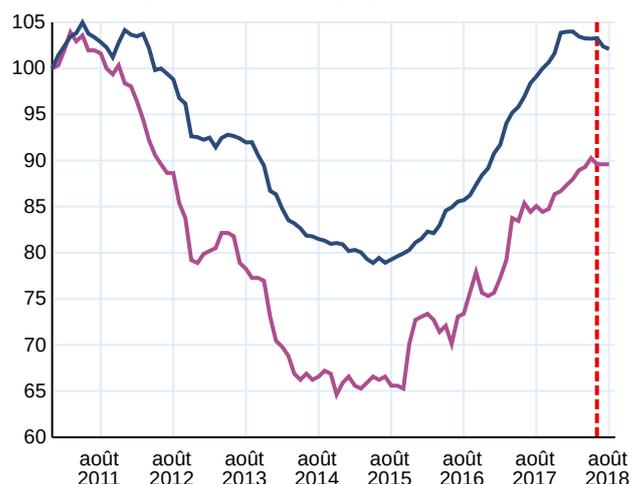
Fin juin 2018, 27 600 logements sont mis en chantier en cumul sur un an dans les Pays de la Loire. Au deuxième trimestre, les mises en chantier dans la région augmentent légèrement (+ 0,9 %, contre + 2,6 % le trimestre précédent). Elles diminuent très légèrement au plan national (- 0,2 %). Dans la région, les mises en chantier sont stables pour le parc collectif et en hausse pour les logements individuels (+ 1,3 %). Le nombre de logements commencés augmente en Vendée et en Maine-et-Loire (respectivement + 7,2 %

et + 3,8 %) et diminue dans les autres départements de la région. Sur un an, les mises en chantier progressent de 5,0 % dans la région et de 6,6 % au niveau national.

6 Évolution du nombre de logements commencés

— Pays de la Loire
— France hors Mayotte

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

Une fréquentation hôtelière toujours en hausse

Avec 2,1 millions de nuitées enregistrées au deuxième trimestre 2018, la fréquentation hôtelière des Pays de la Loire, augmente fortement par rapport au même trimestre de l'année précédente (+ 4,5 % contre + 1,4 % en France). Cette progression est la troisième plus forte des régions françaises derrière la Réunion et la Martinique (respectivement + 20,9 % et + 7,4 %). La hausse des nuitées est particulièrement importante aux mois de mai et de juin (respectivement + 8,9 % et + 4,2 %). En avril, la fréquentation augmente de 0,6 % tandis qu'elle diminue de 2,9 % en France. Dans les Pays de la Loire, les nuitées étrangères progressent fortement (+ 5,5 % contre + 5,8 % en France). La hausse de la fréquentation dans la région est portée par la clientèle française, qui représente 88 % des nuitées (+ 4,4 % contre - 1,1 % en France).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

— Pays de la Loire
— France entière

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Les créations de micro-entrepreneurs accélèrent

Au deuxième trimestre 2018, 6 900 entreprises sont créées dans les Pays de la Loire, soit une hausse de 10,1 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de hausse. Au niveau national, les créations d'entreprises progressent à un rythme moins soutenu (+ 3,3 %). Les immatriculations de micro-entrepreneurs bondissent dans la région (+ 21,2 %), tandis qu'elles augmentent modérément au plan national (+ 2,6 %). Les créations d'entreprises individuelles et de sociétés sont en augmentation dans la région (+ 3,0 %), comme en France (+ 3,9 %).

Dans les Pays de la Loire, les créations d'entreprises restent dynamiques dans les services et se redressent dans l'ensemble regroupant le commerce, les transports et l'hébergement-restauration. Elles accélèrent dans l'industrie mais se replient dans la construction.

Sur un an, les créations d'entreprises s'accroissent de 23,4 % dans les Pays de la Loire, et de 22,1 % en France. Les créations par des micro-entrepreneurs sont en hausse de 47,0 % dans la région, contre + 33,8 % au niveau national.

8 Créations d'entreprises

- Pays de la Loire hors micro-entr.
- France entière hors micro-entr.
- Pays de la Loire y/c micro-entr.
- France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

Fin juin 2018, 2 350 défaillances d'entreprises sont enregistrées en cumul sur un an. Au deuxième trimestre, les défaillances poursuivent leur recul de 0,8 %, comme au niveau national (- 1,2 %). Dans les Pays de la Loire, les défaillances d'entreprises diminuent dans l'industrie et dans l'ensemble regroupant l'enseignement, la santé et l'action sociale. À l'inverse, elles augmentent fortement dans les activités immobilières et dans une moindre mesure dans les transports. Sur un an, le nombre de défaillances diminue de 8,8 % dans les Pays de la Loire et de 5,8 % au niveau national. ■

Insee Pays de la Loire
105, rue des Français Libres – BP 67 401 –
44 274 NANTES cedex 2
Directeur de la publication :
Pascal Seguin
Rédactrice en chef :
Myriam Boursier
Bureau de presse régional :
Tél : 02 40 41 75 89
Coordination :
Isabelle Delhomme
ISSN : 2416-8807
© Insee 2018

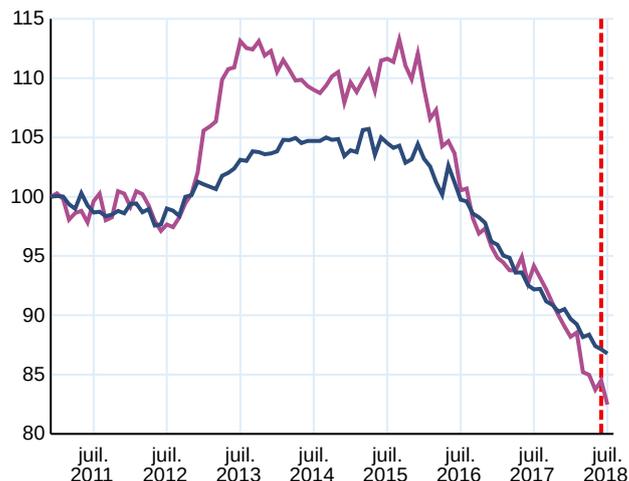
Pour en savoir plus :

- Point de conjoncture, [Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent](#), Insee Conjoncture, octobre 2018.
- Bilan économique 2017, [Fort dynamisme de l'emploi dans les Pays de la Loire](#), Insee Conjoncture Pays de la Loire, n° 20, mai 2018.
- D'autres indicateurs conjoncturels régionaux sont diffusés régulièrement dans le [Tableau de bord conjoncturel](#) sur insee.fr

9 Défaillances d'entreprises

- Pays de la Loire
- France entière

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes au 19 septembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de 0,5 % au troisième trimestre puis de 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de 1,6 % en moyenne en 2018.

Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemandes et espagnoles contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

